

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 24/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Plaine Commune Energie (site FABIEN)

84 rue Charles Michels
Bâtiment B - 8ème étage
93200 Saint-Denis

Code AIOT : 0006506442

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2025 dans l'établissement Plaine Commune Energie (site FABIEN) implanté 36 rue Paul Eluard/ 10 bis rue Maurice thorez 93200 Saint-Denis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site a été sélectionné pour faire l'objet d'un contrôle inopiné de ses rejets gazeux en 2024. Celui-ci n'avait pu être réalisé en période de chauffe de fin d'année compte tenu de l'indisponibilité du préleveur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Plaine Commune Energie (site FABIEN)
- 36 rue Paul Eluard/ 10 bis rue Maurice thorez 93200 Saint-Denis
- Code AIOT : 0006506442
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la chaufferie « Fabien » de Saint-Denis est exploité en appoint de la chaufferie « Fort de l'Est » de Saint-Denis. Il assure une production exclusive d'eau surchauffée pour le chauffage urbain. La chaufferie appartient à la ville de Saint-Denis et est exploitée par Plaine Commune Energie. Cette installation de 30 MW n'est pas soumise à la directive IED, car sa puissance est inférieure à 50 MW.

Cette installation comprend en particulier des installations de combustion visées par l'annexe I de la directive n°2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté Européenne.

Le classement du site est actuellement le suivant :

*R. 2910-A-1/ Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.
A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...] Supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW*

La chaudière a une puissance thermique de 30 MW (gaz naturel)

Suite à l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif à la rubrique 2910 et remplaçant celui du 26/08/2013, le site est désormais classé sous le régime de l'enregistrement.

Le site est notamment soumis aux prescriptions réglementaires suivantes :

- arrêté préfectoral du 11/06/1992 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 10/01/2007 – valeurs limites d'émission rejets atmosphériques ;
- arrêté ministériel du 03/08/2018 ;
- plan de protection de l'atmosphère (PPA) du 31/01/2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Détection gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle inopiné air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 75	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné pour les rejets atmosphériques programmé en 2024 a finalement été réalisé en janvier 2025 par le Bureau Véritas, en présence de l'Inspection et de l'exploitant.

Les résultats des analyses d'air sont attendus d'ici mi-avril.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 75
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné air
Prescription contrôlée : L'inspection des installations classées peut, à tout moment, faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, des prélèvements et analyses des combustibles et faire réaliser des mesures de niveaux sonores pour vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Le Bureau Veritas est arrivé sur le site le matin pour installer son matériel de prélèvement. L'exploitant, Plaine Commune Energie, était également présent. L'Inspection a constaté que le matériel de prélèvement a été installé dans la section entre la chaudière et le rejet vertical de la cheminée de la chaufferie gaz. Trois prélèvements de 30 minutes chacun étaient prévus. Le technicien de Bureau Veritas a précisé à l'Inspection que le rapport d'analyses pourra être transmis 3 mois après le prélèvement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détection gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Détection gaz
Prescription contrôlée : Vérification périodique. I. - Règles générales : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique, l'étalonnage le cas échéant et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites dans un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'Inspection a demandé à l'occasion de sa visite pour le contre inopiné "air", le justificatif de contrôle des détecteurs gaz de la chaufferie. L'opérateur n'a pas été en mesure de présenter ce document à l'Inspection le jour de la visite. Toutefois, il lui a transmis le 21/01/2025. Le document transmis, signé du 22/11/2024, fait état d'un contrôle effectué par Sodex Protection basé à Montreuil, le 19/09/2024. Ce document fait également état de la mention la suivante pour deux détecteurs sur les trois la mention : « PREVOIR LE REMPLACEMENT DE LA CELLULE A LA

PROCHAINE VISITE ». L'exploitant a indiqué que la prochaine visite est prévue le 19/03/2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection propose à M. le préfet de demander à l'exploitant la justification du remplacement des cellules des deux détecteurs mentionnés dans le contrôle du 19/09/2024 par la société Sodex Protection.
Type de suites proposées : avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois